

OUEST

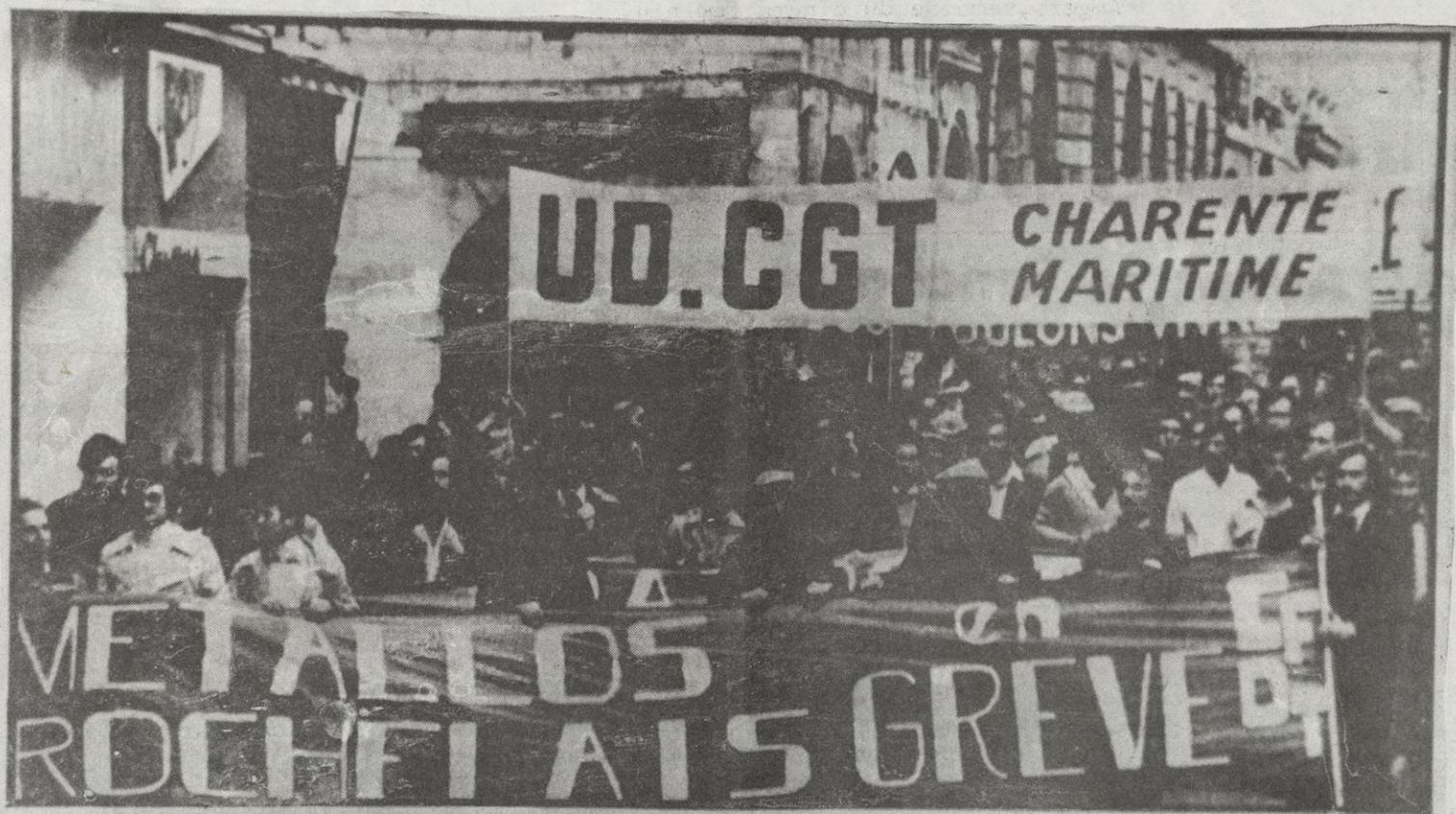
apl

information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

LA ROCHELLE : LES METALLOS ENSEMBLE



143

31 Mai

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

DIRECTEUR M. CLAVEL

IMP SPE. APL

apl : périodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

AU MENU CETTE SEMAINE

LUTTES OUVRIERES

- Page 2 Garnier (suite) Imposons l'acquittement!
- Page 3 La Rochelle: 5000 métallos en colère.
- Page 4 La Rochelle (suite)+Rouen ,mouvement à Dubigeon-Normandie
- Page 5-6 Saint-Nazaire:Chantiers de l'Atlantique "Batillus"
- Page 7-8 Tréfinmétaux,

LUTTES PAYSANNES

- Page 9 Cheix-en-Retz "Bois aux Moines,terre de lutte"
- Page 9-10 Mésanger "Suite scandaleuse de l'affaire de la Pinsonniere"
- Page10-11 La Boissière,un autre Bois aux Moines;
- Page11-12 La Secheresse,toujours l'inquiétude.
- Page 12 Au sujet du prix du lait.

FEMMES

- Page 13 Qui es-tu? La fille de truc,la femme de machin,la mère de bidule.
Angers,semaine du cinéma féminin.

INTERNATIONAL

- Page 14 Marche sur l'ile d'Yeu,rencontre avec les Basques.

BONNES FEUILLES APL

- Page 15à18 "Le Sabotage" d'émile Pouget

De quoi s'occuper

- Du 31 Mai au 5 Juin * Semaine du Cinéma féminin à ANGERS (cinéma Le Club)
- Mardi 1er Juin * Réunion VIDEO 20h30 12bis rue de l'industrie à Nantes
- * Comité PLACE 20h30 UP d'Archi rue Massenet Nantes
- Mercredi 2 Juin * RENNES: pour imposer l'acquittement à GARNIER Rassemblement à 13h au Palais de Justice
- Dim. 6 Juin * Rassemblement à la Hague (voir p12)
- Sam.&Dim: 5 et 6 * 2 jours de musique en plein air organisé par l'"Arche de Noa" avec 16 groupes dont Imago,la grande Citrouille etc...entrée 20Fr (à propos, pourquoi cette fête? pour gagner des sous?)
- Vendredi 11 Juin * "l'exploitation de la prostitution" débat avec le CRI de 18h30 à 20h30 Foyer de la jeune Travailleuse Place Dt Elisabeth Nantes
- Sam.&Dim 12&13 * Fête du PSU à la Courneuve. Cars de St Nazaire, Pontshateau et Nantes

SAINT NAZAIRE

- Mardi 1^o Juin MJEP -Tribunaux d'exception, Justice Militaire,etc...
- Mardi 8 Juin MJEP -Syndicat de la Magistrature,la justice ,Les travailleurs,les patrons.

GARNIER (SUITE) cf. APL n° 91

IMPOSONS L'ACQUITTEMENT

Suite aux manifestations d'Avril 75 contre tout licenciement chez Garnier 25 ouvriers de différentes usines du pays de Redon sont inculpés. Ils passent en jugement le Mercredi 2 Juin à 14 heures au palais de Justice de Rennes.

Ces ouvriers ont été choisis au hasard sur des photographies prises par les flics pour servir de BOUC-EMISSAIRE d'OTAGES auxquels il faut infliger une punition "exemplaire" Comment cela est-il possible?

Grâce à la loi "anti-casseur" de 1970, loi anti-ouvrière qui permet d'inculper et de condamner n'importe qui se trouvant sur les lieux d'une manifestation dite "violente"

Le Patronat avec la complicité des Pouvoirs Publics n'hésite pas à licencier les travailleurs.

Voilà la véritable violence! Celle d'arracher brutalement à des centaines de travailleurs et à leur famille, leur gagne pain.

REDON, UN AN APRÈS...

Par le silence, la division le chantage, la répression, les patrons le pouvoir et ses flics ont réussi à imposer, fin Avril 1975, chez Garnier, la "dite solution" AKESSON (PDG du groupe ROFFO) en mettant à la rue 250 travailleurs.

Nous avons toujours dit, envers et contre tous, que cette solution n'en était pas une, qu'elle était un leurre, une poudre aux yeux jetée à la face des travailleurs et de toute la population du pays de Redon.

Aujourd'hui les événements nous donnent malheureusement raison :

Malgré les promesses du Préfet de Région, de reclasser tous les licenciés dans l'année, une cinquantaine de travailleurs sont toujours au chômage et les autres pour la plupart ont dû s'exiler, partir du pays, de leur pays, là où ils veulent vivre.

Dans huit mois, le groupe Roffo en faillite sera liquidé et Garnier avec, sans doute, malgré les

assurance trompeuses du pouvoir.

Pour toutes créations d'emplois depuis un an à Redon, 2 fermetures d'entreprises : 150 chômeurs de plus sont venus grossir les rangs des quelques 1200 autres.

L'AVENIR A REDON, C'EST CREVER SUR PLACE OU L'EXIL... POUR ALLER OU ?

**Partout ailleurs,
ON LICENCIE, ON RÉPRIME...**
Pour maintenir leurs super-profits, les patrons veulent :

"restructurer" c'est à dire liquider les entreprises qu'ils jugent non "rentables".

dans les autres, réduire les effectifs, accélérer les cadences, bloquer les salaires au plus bas malgré la hausse des prix galopante.

confisquer la terre aux petits paysans pour pouvoir mieux spéculer.

Pour appliquer ce Plan "en toute tranquillité", les patrons essaient d'intimider les travailleurs, de leur faire peur en réprimant partout pour tenter de leur ôter toute envie de réagir.

A FOUGERES (Renault), ST MALO (Sicna), CORLAY (Challotine), à LORIENT à BREST, dans toute la BRETAGNE et partout en France (expulsions de 18 travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA CARON OZANNE etc) des ouvriers, des paysans, des étudiants et des militants politiques et syndicaux sont condamnés pour la défense de leur droit au travail et leurs idées politiques.
VOILA CE QU'EST LA JUSTICE, UNE JUSTICE DE CLASSE

Certains pensent : "Ceux qui cassent doivent payer" Parlons-en!

Maury pille l'entreprise Garnier (plus de 4 milliards dilapidés! une paille...) 250 travailleurs licenciés : IL RESTE IMPUNI !

Il a pu depuis aller faire fructifier tranquillement son fric ailleurs; Les ouvriers qui ont défendu légitimement leur Droit au Travail sont condamnés.

N'ACCEPTONS PAS CE SCANDALE
TOUS A RENNES LE MERCREDI 2 JUIN
à partir de 13 heures devant le Palais de Justice
Le Comité de Soutien

③ LUTTES OUVRIERES

LA ROCHELLE

5000 MÉTALLOS EN COLÈRE

La Rochelle. Un port avant d'être une ville. A côté de vieilles industries, de nouvelles boîtes, surtout dans la chimie et la métallurgie. Simca Chrysler y a installé une usine de 1000 ouvriers à Bérigny. La CFT y règne en maître. Un seul tract sera diffusé le 12 mai par 200 grévistes. C'est une usine "propre", la seule de la métallurgie rochelaise à se tenir à l'écart d'une grève qui, depuis 5 semaines, secoue la région. Près de 5000 métallos sont concernés par un mouvement d'une durée telle qu'il faut se poser quelques questions sur un conflit, qui d'ores et déjà, a marqué de son empreinte la ville de La Rochelle. La municipalité est "d'union de la gauche", mais sans participation des communistes. C'est dire que les enjeux sont importants, les arrières-pensées nombreuses.

Le 21 avril, une rencontre prévue entre les patrons et les syndicats de la métallurgie était reportée unilatéralement par les patrons. C'est l'explosion de colère. Depuis janvier, les cahiers de revendications étaient déposés, sans aucune réponse. La plate-forme comprend les 150 francs pour tous, plus 2%, le retour aux 40 h, la retraite et le respect du droit syndical. Sur l'entreprise Alsthom, qui regroupe plus de 1500 travailleurs, les portes sont bloquées par une cinquantaine de travailleurs. La direction du syndicat CGT, syndicat hégémonique dans l'entreprise, "couvre" l'action et appelle à élargir le mouvement. C'est le début du conflit rochelais. Dès le départ, le ton est donné. Une minorité extrêmement combative, qui rentre dans l'action sur un ras-le-bol général, avec des formes d'action très dures, qui masquent parfois une faible prise en charge du mouvement à la base.

Peu d'assemblées générales, peu de votes sur les modalités d'action, peu de discussions et d'organisation de la grève au niveau des ateliers

et des usines. Les syndicats suivent, chevauchent, quitte, comme la CGT à la CIT Alcatel, à dégager ses billes dès que le conflit approche près de l'épreuve de force. Le mouvement va s'étendre à l'ACRP, à la SEMAT, à la STIMA, à la SCAN et à la CIT Alcatel.

UNE UNITÉ SYNDICALE DIFFICILE.

Lors du premier mai, il n'y avait pas de cortège commun CGT-CFDT dans les rues de La Rochelle. Reflet de la situation locale, qui voit la CGT refuser d'associer la CFDT à certaines initiatives et, de l'autre côté, la CFDT ne pas se battre suffisamment afin d'imposer l'unité dans la conduite du conflit. Au niveau de la ville, il y a un accord CGT-CFDT et des assemblées générales communes inter-boîtes qui votent sur les grandes décisions. Ces assemblées regroupent plus de 2000 travailleurs sans grand débat, alors que trop souvent dans les entreprises de telles réunions ne sont pas organisées. D'où une distance entre le centre des décisions et la masse des grévistes, préjudiciable à une réelle conduite démocratique de la grève. Le dernier vote en coordination donna 1558 voix pour la poursuite de l'action, 438 pour des débrayages plus limités et un peu plus de 200 pour la reprise.

UN PATRONAT DE COMBAT.

A La Rochelle, les responsables de la métallurgie sont directement touchés par la grève. Les piquets qui se tiennent chaque matin bloquent toute entrée. Personne ne travaille dans les usines qui, par ailleurs, ne sont pas occupées. La grève fait donc mal. La production est nulle. Le patronat organise donc la riposte. Les participants au piquet de grève sont systématiquement traduits devant le tribunal des référés. Ainsi à Alsthom, vingt métallos se sont retrouvés devant le tribunal. Profitant de la lassitude d'une partie du personnel, le patronat, main dans la main

avec le gouvernement, choisit alors d'imposer l'épreuve de force dans l'entreprise CIT Alcatel.

Samedi 22 mai, paraissait dans la presse locale, un appel du préfet : "le travail reprendra lundi à la CIT". Face à cela, les syndicats n'apportèrent pas une réponse unifiante. La CGT expliquait qu'il s'agissait d'une manœuvre pour "dégarnir les autres piquets de grève" et qu'il fallait que chacun reste dans sa boîte. La CFDT, elle, appelait à renforcer les piquets, mais la présence des flics interdisait toute approche. Sans perspectives claires, ressentant confusément la division syndicale, et lassées par un conflit très long dont une partie ne voulait pas, un certain nombre d'ouvrières rentreront. Toute l'après-midi du lundi, des grévistes venus d'autres entreprises viendront soutenir les filles de la CIT.

Mais tout était déjà joué. La CGT décidait finalement d'appeler seule à un meeting pour mardi, sans organiser de débrayage. La CFDT n'y participait pas. De fait, ce qui pouvait permettre une mobilisation unitaire sur toute la ville, risque fort d'être perçu comme une initiative uniquement CGT, incapable en tant que telle de renverser le rapport de force sur la CIT Alcatel. Autant dire que les journées qui viennent seront décisives.

Sylvain Matthieu

"ROUGE"

du mercredi 26 mai 1976

P.S. Vendredi 28, la CGT a organisé seul une assemblée de grévistes, alors que les précédentes réunions étaient intersyndicales. Néanmoins le renforcement des piquets de grève est prioritaire.

ROUEN

CHANTIERS DUBIGEON-NORMANDIE

Sixième journée d'occupation. Samedi 21, un gala de solidarité a eu lieu dans l'usine. Lundi 23 mai, la direction envoie à chaque travailleur une lettre personnalisant ses propositions et tente de mystifier les travailleurs. Mardi 24, à 7h 30, un meeting a eu lieu devant la porte de l'usine, avec de nombreuses délégations de

la zone industrielle de Quevilly-Couronne : Shelle, Carnaud, Rhône-Frogil, etc... Le meeting s'est dissout sur l'Internationale, chantée le poing levé par l'ensemble des participants. L'occupation continue ainsi qu'à Dieppe et Le Havre, où des débrayages de solidarité ont eu lieu.

"ROUGE" du 26 mai 1976

PAS DE PÉAGE

Samedi 29 une manifestation contre le péage s'est déroulée au pont de St Nazaire a permis à une cinquantaine de voitures de passer sans payer. Les organisateurs étaient le PS de St Brévin, la fédération des associations d'handicapés et de personnes âgées.

Les organisations rappellent qu'il en coûte 200 F par enfant chaque année. Que les handicapés touchent 22f par jour pour vivre et que le minimum vieillesse est de 22F, alors que l'aller et retour sur le pont coûte 36 à 46 F.

POUR LE PONT DE S^t NAZ.

CHANTIERS DE

St NAZAIRE

"LE BATILLUS"...

L'ATLANTIQUE

... c'est le nom du pétrolier qui va sortir des Chantiers de l'atlantique (Saint-Nazaire), fin Mai, pour être en service au compte de la Compagnie SHELL.

Quelques précisions utiles sur cette unité :
TONNAGE : 550000 tonnes (une remarque en passant pour les amis de la mer et de la terre et du capitalisme quand même : le naufrage en Méditerranée d'un tel monstre, chargé de pétrole mettant tout son contenu à l'eau recouvrirait cette mer d'une couche de quelques millimètres de polluant! Sans commentaires!)

NOMBRE DE JOURNEES DE TRAVAIL POUR LE REALISER : 181

NOMBRE D'HOMMES D'EQUIPAGE : 40

UNE COMPARAISON

Pour faire un 250000 tonnes (à peu près la moitié) il fallait 130 jours de travail, et le navire vogait avec 36 hommes d'équipage.

La SHELL choisit donc la haute automaticité par rapport aux autres companies. Dans la machine, des systèmes de caméras de surveillance, beaucoup de vannes et de circuits... Le tout pour obtenir...une meilleure rentabilité.

Ce bateau, il faut le remarquer : TRANSPORTERA LE DOUBLE DE PETROLE AVEC SEULEMENT QUATRE HOMMES EN PLUS, A SON BORD.... ET AURA ETE REALISE AVEC....SEULEMENT AUSSI, CINQUANTE JOURNEES DE TRAVAIL DE PLUS.

C'est ce qu'il est convenu d'appeler les bienfaits du progrès technique (danger de pollution criminelle à part...!)

Ce qui serait vrai si... ce progrès n'était mis au service que du seul profit capitalistique

Car pour le salarié c'est une toute autre histoire.

Nous en parlerons plus loin.

Suivons maintenant par quelques questions jusqu'ici sans réponses.

QUELLE UTILISATION SERA FAITE DE CE PETROlier?...
ET DE CELUI QUI LE SUIVRA?... car il y a un jumeau en travaux déjà.

Motus et bouches cousues de toutes parts!

Répondons à la place des intéressés : il est visible que pour la SHELL il suffira de désarmer deux bateaux de 250000 tonnes pour pouvoir utiliser le 550000, et deux autres pour l'utilisation de celui qui sortira en Décembre.

Donc QUATRE pétroliers désarmés encore qui iront grossir les rangs des 520 qui, dans le monde, sont dans l'attente d'un frêt, (d'une cargaison)... qui ne viendra jamais.

Et... "combien de marins, combien de capitaines"... s'en iront ainsi, tout tristes, pointer à l'A.N.P.E. (Agence Nationale pour l'Emploi) tandis que la production (représentée ici par le transport du pétrole) aura doublé

Une remarque encore. Elle ne devrait pas être inutile puisqu'elle concerne l'emploi ou (plutôt) le chômage, les licenciements qui ont lieu ou non suivant que l'Etat allonge plus ou moins de fric aux entreprises concernées...

DANS LES CHANTIERS:

pour un 550000 tonnes 181 journées
pour un 250000 tonnes 130 journées

Proportionnellement

pour un 375000 tonnes 143 journées
Pour 2 de 275000 ou 55000 il en faudrait donc 286

La productivité réalisatrice du 550000 tonnes est donc 286 divisé par 181

AIDE DE 1 MILLIARD EN 1975

Si précisément à cause de cette aide, pour les salariés des Chantiers le problème du chômage ne se pose pas aussi crûment, dans l'immédiat, c'est pour certains de leurs camarades de travail que la situation s'est aggravée et ira s'aggravant.

Lesquels? Les intérimaires par exemple.

Les chantiers de l'Atlantique en ont déjà liquidé une grande partie et il est pratiquement certain, qu'en Juin 76, ils ne seront plus qu'une poignée.

Il n'y a pas pourtant, semble-t-il de baisse de charge dans le travail puisque les commandes donnent encore deux ans de répit.

Seulement les intérimaires licenciés sont un genre peu bruyant. Ils sont peu voyants parce que, pratiquement, inorganisés syndicalement, donc sans frais pour les patrons ainsi que pour l'Etat qui ne les a pas sur ses caisses.

POUR EUX EN EFFET LE CHOMAGE EST AU RABAIS : ils restent à la charge de leur entreprise dans l'attente d'un autre emploi et sans salaire; bien sûr (...)

Les Chantiers de l'Atlantique commençant donc à... "épurer". C'est le début pour eux de la crise que connaît actuellement la réparation navale (A.F.O.)

Ils s'y prennent tôt pour préparer leurs arrières.

On parle, et c'est effectif de polyvalence

Des travailleurs qui sont employés comme soudeurs se voient proposer de faire des stages d'échafaudeurs. Des tuyauteurs se voient proposer également et presque systématiquement de modifier eux-même les échafaudages.. etc.

Des mesures répressives risquent de s'accroître encore (plus de surveillance aux vestiaires avant l'heure, par exemple) autant sur le lieu de travail que chez soi lorsqu'on est "en maladie". La sélection se fait déjà et ce n'est pas pour leur plaisir que les patrons perdent du temps à ce genre d'action.

La rentabilité rentre en jeu

Elle risque en effet d'être mise en cause d'ici quelque temps.

Ce qui nous amène à parler de la restructuration récente des Chantiers avec ALSTHOM, depuis Janvier 76, puisque l'accord signé en Mars était à effet rétroactif.

Si les C.A. fusionnent c'est bien que la rentabilité est en cause et que le seul moyen de l'augmenter, après toutes les aides de l'Etat, c'est bien

la restructuration de l'entreprise.

Restructurer!... qu'est-ce que cela veut dire pour le salarié.

Cela veut dire une opération que le capital fait sur son dos. Un accaparement du progrès au service du profit : le BATILLUS pour un même rendement de travail (transport de 550000 tonnes) économisant 434 salariés sur 11341... théoriquement certes, mais pratiquement véridique dans un temps relativement court. Avec toutes les suites qu'un tel chômage comporte dans le système pour le chômeur. Le salaire garanti à 100% et tel que le demandent les GSED, n'étant pas encore à l'ordre du jour des organisations syndicales.

Productivités croissantes, restructurations qui se multiplient, compressions de l'emploi, un dossier sur lequel nous reviendrons.

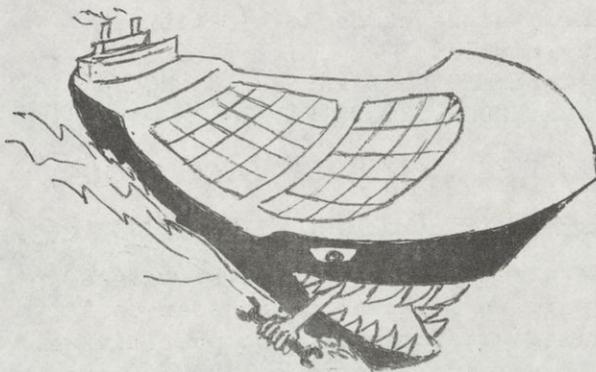
Et cela afin de donner le maximum de renseignements et d'éclaircissements quant à la crise inévitable et incurable qui secoue le capital, mais surtout quant aux répercussions sûres sur la construction navale en générale et sur les chantiers de l'Atlantique en particulier (...)

Si le BATILLUS est à flots ses maîtres malgré leur entraînement ne sont pas prêts de nager correctement.

Notre devoir n'est pas de les maintenir sur les vagues par des participations quelconques à leurs efforts désespérés, mais de les faire proprement couler.

Sachant bien que les navires (aupropre et au figuré) sortis du progrès au service des travailleurs (donc du peuple entier) sont insubmersibles.

G S E D 44 (L'INTERSYNDICALISTE)
Chantiers de l'Atlantique



SOUTIEN AUX 12 FEMMES DE TRAVAILLEURS DE TREFIMETAUX

CGT
TREFIMETAUX

Il y a un an, en mars 75, les travailleurs de Tréfinmétaux entraient en lutte. Quelles étaient nos revendications? principalement au niveau des conditions de travail et des conditions de rémunération. Tréfinmétaux est une usine de première transformation métallurgique, le travail y est donc particulièrement dur (charges lourdes et bruit) et comporte des risques non négligeables. La majorité du personnel est OS et travaille la plupart du temps au rendement et en 8. Les salaires sont particulièrement bas et sans rapport avec les conditions de travail.

La lutte dura près de 8 semaines prenant la forme de grèves "surprises" mais aussi d'actions plus centrales (manifestation à Couéron) dont la préparation démocratique et l'aspect massif renforcèrent la détermination des travailleurs.

A ce moment la direction refuse toujours d'avoir des négociations et envoie au contraire une lettre d'intimidation aux familles. Pour répondre à cette provocation, l'assemblée générale et le syndicat CGT appellent les épouses à venir apporter elles-mêmes la réponse au directeur. Ce dernier refusant de les recevoir, 12 d'entre-elles pénétrèrent dans son bureau et discutent pendant 3 heures avec lui sans entraver sa liberté (porte non fermée, possibilité de téléphoner même aux gendarmes). A la suite de cette entrevue, un certain nombre de revendications sont satisfaites, dont la disparition des basses catégories M.O. et M.F., et les travailleurs décident d'arrêter le mouvement. Le directeur lui décide de porter plainte et de se constituer partie civile.

LES 12 FEMMES VONT PASSER EN PROCES
POUR SEQUESTRATION !

Pourquoi cette affaire nous
semble-t-elle importante?

Ce n'est pas par hasard si malgré l'apparente légèreté du dossier de l'accusation, ces femmes sont poursuivies. Une circulaire interne à l'UIMM (orga-

nisation patronale de la métallurgie) appelle les chefs d'entreprises à être très intransigeants sur ces questions et cite Tréfinmétaux.

Cette attaque a lieu alors que l'on peut constater les atteintes aux libertés qui se multiplient sur tous les secteurs et que la répression s'aggrave. Cette affaire est la première du genre, le patronat veut en faire un cas de jurisprudence si les femmes sont condamnées d'autres affaires suivront.

Cette affaire illustre une fois de plus l'inégalité de la justice. Les patrons qui font d'énormes profits en volant les travailleurs et sont responsables d'accidents de travail, ne sont pas poursuivis. Les épouses qui viennent expliquer leur situation sont poursuivies.

Les femmes de travailleurs ont fait
un nouveau pas.

Les femmes de travailleur en entrant en lutte au côté de leur mari, ont fait un nouveau pas dans la prise en charge de leurs affaires. Et ce pas, nous le considérons comme important pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous ne devons pas le laisser remettre en question mais au contraire le populariser.

Depuis que nous connaissons la date du procès, le syndicat CGT et les travailleurs de Tréfinmétaux ont déjà fait un certain nombre d'actions de popularisation. Avec les organisations démocratiques de la Basse Loire, nous organisons une caravane de popularisation puis un meeting devant l'usine le 10 Juin à 18h. L'UD ainsi que des sections syndicales et diverses organisations nous ont déjà apporté leur soutien.

Si nous lançons cet appel public, c'est pour toucher tous ceux qui, militants sur d'autres secteurs ou d'autres terrains n'ont pas encore été touchés. Nous les appelons à populariser autour d'eux ce cas de répression, à manifester leur soutien et à prendre part dans la mesure du possible aux initiatives prévues en particulier les manifestations 11h devant la gare le 17 Juin à St Nazaire 14h Palais de Justice

Avec les basques et Catalans déportés

ILE D'YEU : NUIT AUTOUR D'UN FEU

Peu de monde à Fromentine: la marche de solidarité regroupe à peine 200 personnes devant l'embarcadère. Mais, là, surprise: le passage sur l'Ile est laissé libre, contrairement aux prévisions pessimistes, ... à ceux qui acceptent de payer (40,00F aller retour) et qui sont prêts à passer une nuit blanche au grand air: le seul bateau de retour pour nous est à 4 H. et demie Dimanche matin.

Une brève prise de parole, pas de banderole, peu de tracts. Mais nous nous retrouvons quand même une quarantaine, au milieu de la foule des promeneurs, sur le bateau quittant le quai. Avec nous quelques basques venus d'Euzkadi Nord en voiture, dont la famille de l'un des déportés de l'Ile d'Yeu.

Arrivée au Port: le drapeau basque est déployé sur le bateau. Les 11 camarades et quelques amis qui campent là nous accueillent le poing levé. Nous allons passer la fin de l'après midi et toute la nuit avec eux dans une bonne ambiance. Le dialogue est indirect-traductions-mais chaleureux.

POUR UNE AUTRE LOGIQUE...

Pour les basques, l'important n'est pas aujourd'hui de répéter devant nous le récit de l'évasion de Ségovie, ni même de nous parler de l'Espagne ou l'après-franquisme, c'est encore le fascisme. L'important est de comprendre ensemble le sens, la logique du processus répressif dont Poniatowski paraît le stratège, en France même: les mesures invraisemblables d'internement administratif prises contre nos camarades ne sont pas isolées; la police, de semaine en semaine, se montre un peu plus agressive, qu'il s'agisse de matraquer un piquet de grève, d'expulser les occupants d'une usine en lutte ou les immigrés d'un Foyer Sonacotra, etc

COMMENT REPOUDRE A CETTE LOGIQUE DU POUVOIR PAR UNE AUTRE LOGIQUE, sans se contenter de réactions plus ou moins improvisées, au coup par coup, en restant sur la défensive, COMMENT PRENDRE ET CONSERVER, TOUS ENSEMBLE, L'INITIATIVE ? - Un débat suit, un peu confus, il tourne autour de questions concrètes, des différentes possibilités de soutien et de contre-attaque qui nous sont offertes à nous, militants de Vendée, de Bretagne ou d'ailleurs, à partir du problème des déportés de l'Ile d'Yeu, et plus largement.

La soirée se terminera autour d'une guitare, on parlera longuement mais de façon un peu brouillonne de la lutte des Minorités Nationales en Europe...

La police, présente sur l'Ile en uniforme et en civil, ne s'est pas faite oublier. Aux deux gendarmes venus nous demander "de ne pas faire de feu sur la plage, c'est interdit", nous répondrons que le problème, c'est que Ponia transforme l'Ile d'Yeu en un camp de déportés politiques, et pas les moyens que nous utilisons pour nous chauffer... et d'autres choses encore, ils repartiront sous les rires.

A leurs collègues, filtrant le départ du bateau, dans la crainte de voir filer les basques dans la cohue, nous n'avons rien à dire. Qu'ils sachent seulement, que Ponia, leur maître qui les tient en laisse, sache également ceci: LES BASQUES ET CATALANS DE L'ILE D'YEU, TENUS LOIN DE LEURS PEUPLES PAR LA COLLABORATION DU FASCISME ESPAGNOL ET DE L'ETAT FRANCAIS, NE SONT PAS SEULS: ON REPARLE DE L'ILE D'YEU!

Si du moins on se décide...

P.S. On en reparlera, si du moins on se décide: pour les uns (les organisations signataires de l'appel, de l'extrême-gauche au P.S. en passant par les divers mouvements bretons) à assurer autre chose qu'une présence tout à fait symbolique sur le terrain. Et pour les autres - les gens qui savaient qu'il y aurait quelque chose ce jour-là, et qui ont choisi d'aller se bronzer sur d'autres plages - à sortir de leur torpeur...

POUR LA POURSUITE
DU SOUTIEN: CONTACT
À LA LIBRAIRIE 71
(29 rue Jean. Jaurès, Nantes)

A.P.L

E. POUGET

... MARCHANDISE TRAVAIL ...

2^e Passage*"Le Sabotage"*

Dans l'exposé historique qui précède (APL n°142), nous venons de constater que le sabotage découle de la conception capitaliste du travail : le travail humain est une marchandise.

Cette thèse, les économistes bourgeois s'accordent à la soutenir. Ils sont unanimes à déclarer qu'il y a un marché du travail comme il y a un marché du blé, de la viande, du poisson ou de la volaille. Nous sommes ici en plein jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Seulement, ce qui est moins compréhensible, c'est que, dans leur esprit, ces capitalistes entendent recevoir, non une quantité de travail en rapport avec le taux du salaire qu'ils payent, mais bien, indépendamment du niveau de ce salaire, le maximum de travail, équivalente à la somme qu'ils déboursent, mais la force de travail intrinsèque de l'ouvrier : c'est, en effet, l'ouvrier tout entier, corps et sang, vigueur et intelligence, qu'ils exigent.

Lorsque qu'ils émettent cette prétention, les employeurs négligent de tenir compte que cette "force de travail" est partie intégrante d'un être pensant, capable de volonté, de résistance et de révolte. Certes, tout irait au mieux si les ouvriers n'avaient en guise de coeur et de cerveau qu'une chaudière ou une dynamo...!

Seulement il n'en est pas ainsi! Les Travailleurs se savent possesseurs de la "force de travail" et s'ils acquiescent à ce que le patron qui les embauche en "consomme" une quantité connue, ils s'efforcent que cette quantité soit en rapport plus ou moins direct avec le salaire qu'ils reçoivent. Les employeurs n'ont pas été sans constater cette tendance qu'ont les ouvriers à économiser leur "force de travail". C'est pourquoi, certains d'entre eux ont habilement paré au préjudice qui en découle pour eux, en recourant à l'émulation pour faire oublier à leur personnel cette prudence restrictive. Ainsi, les entrepreneurs de bâtiment ont vulgarisé une pratique qui consiste à embaucher un "costaud" qui, sur le chantier, donne l'élan à ses camarades : il en "met" plus que quiconque... et il faut le suivre, sinon les retardataires risquent d'être mal vus et d'être débauchés comme incapables.

Une telle de procéder dénote bien que ces entrepreneurs raisonnent à l'égard des travailleurs comme lorsqu'ils traitent un marché pour l'acquisition d'une machine : ils ne considèrent l'ouvrier que comme un instrument de production qu'ils prétendent acquérir en entier, pour un temps donné, tandis qu'en réalité, ils ne passent de contrat avec lui que pour la fonction de son organisme se traduisant en travail effectif.

Cette discordance qui est la base des rapports entre patrons et ouvriers met en relief l'opposition fondamentale des intérêts en

magnifiées et on a même imaginé de distribuer des récompenses, -la médaille du travail!!!, aux ouvriers-caniches qui se sont distingués par la souplesse de leur épine dorsale, leur esprit de résignation et leur fidélité au maître.

De cette morale scélérate la classe ouvrière est donc saturée à profusion. Depuis sa naissance jusqu'à sa mort, le prolétaire en est englué : il suce cette morale avec le fait plus ou moins falsifié du biberon, puis à la laïque, on la lui inculque encore en un dosage savant, et l'imprégnation se continue par mille et mille procédés, jusqu'à, couché dans la fosse commune, il dorme son éternel sommeil.

L'intoxication résultant de cette morale est tellement profonde et tellement persistante que des hommes à l'esprit subtil, au raisonnement clair et aigu, en restent contaminés. C'est le cas du citoyen Jaurès qui, pour condamner le sabotage, a excipé au Parlement sur le Syndicalisme, le 11 Mai 1907, il déclarait: "La propagande systématique, méthodique du sabotage, je ne crains pas qu'elle aille bien loin ; elle répugne à toute la nature, à toutes les tendances de l'ouvrier. Il répugne à la valeur technique de l'ouvrier. La valeur technique de l'ouvrier, c'est sa vraie richesse : voilà pourquoi le théoricien, le métaphysicien du Syndicalisme, Sorel, déclare que, accordât-on au Syndicalisme tous les moyens possibles ; il en est un qu'il doit s'interdire à lui-même: celui qui risque de déprécier, d'humilier dans l'ouvrier cette valeur professionnelle qui n'est pas seulement sa richesse précaire d'aujourd'hui, mais qui est son titre pour sa souveraineté dans le monde de demain..."

Les affirmations de Jaurès, même placées sous l'égide de Sorel sont tout ce qu'on voudra, voire de la métaphysique, hormis la constatation d'une réalité économique.

**Où diantre a-t-il rencontré des ouvriers que "toutes leurs tendances et toute leur nature" portent à donner le plein de leur effort, physique et intellectuel à un patron, en dépit de conditions dérisoires, infimes ou odieuses que celui-ci leur impose?

**En quoi, la "valeur technique" de ces problématiques ouvriers sera-t-elle mise en péril, parce que le jour où ils s'apercevront de l'exploitation éhontée dont ils sont victimes, ils tenteront de s'y soustraire et tout d'abord, ne consentiront plus à se soumettre leurs muscles et leurs cerveaux à une fatigue indéfinie, pour le seul profit du patron.

**Pourquoi ces ouvriers gaspilleraient-ils cette "valeur technique" qui constitue leur vraie "richesse", au dire de Jaurès, et pourquoi en feraient-ils presque gratuitement cadeau au capitaliste?

** N'est-il pas plus logique qu'au lieu de se sacrifier, en agneaux bêlants sur l'autel du patronat, ils se défendent, luttent et estimant au plus haut prix possible leur "valeur technique" ils ne cèdent tout ou partie de cette "vraie richesse" qu'aux conditions les meilleures, ou les moins mauvaises?

** A ces interrogations l'orateur socialiste n'apporte pas de réponse, n'ayant pas approfondi la question. Il s'est borné à des affirmations d'ordre sentimental, inspirés de la morale des exploités et qui ne sont que le remachage des arguties des économistes reprochant aux ouvriers français leurs exigences et leurs grèves, les accusant de mettre l'industrie nationale en péril.

** Le raisonnement du citoyen Jaurès est, en effet, du même ordre, avec cette différence qu'au lieu de faire vibrer la corde patriotique, c'est le point d'honneur, la vanité, la gloriole du prolétaire qu'il a tache d'exalter ; sa thèse aboutit à la négation formelle de la lutte de classe, car elle ne tient pas compte du permanent état de guerre entre le capital et le travail.

présence : la lutte de la classe qui détient les moyens de production contre la classe qui, dénuée de capital, n'a d'autre richesse que sa force de travail.

Dès que sur le terrain économique, employés et employeurs prennent contact ; se révèlent cet antagonisme irréductible qui les jettent aux deux pôles opposés et qui, par conséquent, rend toujours instables et éphémères leurs accords.

Il découle de ces constatations que, sur le marché du travail, il n'y a, que des belligérants en conflit permanent ; par conséquent, toutes les relations, tous les accords des uns et des autres ne peuvent être que précaires, car ils sont viciés à la base, ne reposant que sur le plus ou moins de force et de résistance des antagonistes. C'est pourquoi, entre patrons et ouvriers, ne se conclut jamais, et ne peut jamais se conclure, une entente durable, un contrat au sens loyal du mot : il n'y a entre eux que des ermites qui, suspendant pour un temps les hostilités, apportent une trêve momentanée aux faits de guerre.

Ce sont deux mondes qui s'entrechoquent avec violence : le monde du travail, le monde du capital.

Certes, il peut y avoir, et il y a, des infiltrations de l'un dans l'autre ; grâce à une sorte de capillarité sociale, des transfuges passent du monde du travail dans celui du capital et, oubliant ou reniant leurs origines, prennent rang parmi les plus intraitables défenseurs de leur caste d'adoption. Mais, ces fluctuations dans les corps d'armée en lutte n'infirmement pas l'antagonisme des deux classes. Sous les déclamations démocratiques, sous le verbe menteur de l'égalité, le plus superficiel examen décèle les divergences profondes qui séparent bourgeois et prolétaires : les conditions sociales, les modes de vie, les habitudes de penser, les aspirations les idéals...tout ! tout diffère.

...MORALE DE CLASSE

Il est compréhensible que, la différenciation radicale dont nous venons de constater la persistance entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise découle une moralité distincte. Il serait, pour le moins étrange, qu'il n'y ait rien de commun entre le prolétaire et le capitaliste, sauf la morale.

Quoi ! Les faits et gestes d'un exploité devraient être appréciés et jugés avec le critérium de son ennemi de classe ? Ce serait simplement absurde !!!

La vérité, c'est que, de même qu'il y a deux classes dans la société, il y a aussi deux morales, celle des capitalistes et celle des prolétaires.

C'est au nom de cette morale capitaliste que les ouvriers doivent trimer dur et sans trêve au profit de leurs patrons et que tout relâchement de leur part, dans l'effort de production, tout ce qui tend à réduire le bénéfice escompté par l'exploiteur, est qualifié d'action immorale. Par contre sont glorifiés le dévouement aux intérêts patronaux, l'assiduité aux besognes les plus fastidieuses et les moins rémunératrices, les scrupules niais qui créent "l'honnête ouvrier" en un mot toutes les chaînes idéologiques et sentimentales qui rivent le salarié au carcan du capital, mieux et plus sûrement que des maillons de fer forgés.

Pour compléter l'oeuvre d'asservissement, il est fait appel à la vanité humaine : toutes les qualités du bon esclave sont exaltées

Or le simple bon sens suggère que le patron étant l'ennemi pour l'ouvrier, il n'y a pas plus de déloyauté à dresser des embuscades contre son adversaire qu'à le combattre à visage découvert.

DONC, AUCUN DES ELEMENTS EMPRUNTES A LA MORALE BOURGEOISE NE VAUT POUR APPRECIER LE SABOTAGE, non plus que toute autre tactique prolétarienne; Si sur tous ces points on désire raisonner sainement, il ne faut pas se référer à la morale capitaliste, mais s'inspirer de la morale des producteurs qui s'élabore quotidiennement au sein des masses ouvrières et qui est appelé à régénérer les rapports sociaux, car c'est elle qui règlera ceux du monde de demain.

note apl

100 années après la Commune, le mouvement ouvrier, par mille détours, se réapproprie peu à peu son histoire: des luttes, des idées, des revendications, des formes d'action, oubliées ou refoulées, remontent à la surface: on a parfois des surprises.

C'est dans ce sens que de nombreuses revues et brochures paraissant ces temps-ci publient des textes et témoignages directs d'époque ancienne ou moins ancienne. C'est le sens du livre de Guin sur le mouvement ouvrier nantais dont nous avons brièvement parlé.

La brochure d'E. Pouget, syndicaliste CGT du début de ce siècle, dont nous publions en ce moment des extraits, est actuellement épuisée. Elle se situe dans le même projet. Le sabotage, et l'ensemble des pratiques ouvrières de masse qui en sont proches, dont Pouget dresse un état précis, n'a pas disparu des usines, s'il a disparu depuis longtemps du catalogue officiel des méthodes d'action. - Au contraire, particulièrement dans beaucoup d'usines d'O.S. aux cadences infernales, il connaît un certain renouveau.

En donnant la parole à Pouget, à travers lui à celle du syndicalisme révolutionnaire des années 1900, nous ne donnons pas un mot d'ordre: nous mettons simplement en évidence un ensemble de problèmes encore bien réels: comme bien d'autres, ils gagnent, à notre avis du moins, à être discutés plutôt qu'escamotés.

A.P.L.

UN NOUVEAU JOURNAL

Mathusalem

Abonnements 4 nrs 2000 Fr (chèques à l'ordre "Mathusalem")

5Fr

Le journal qui n'a pas peur des vieux (BP 202 866 PARIS Cedex 189)

Le 3, 4, 5 Juin, se réunissait à Paris un contre-congrès de gérontologie. Pendant 3 jours, un travail de commissions rassemblait des personnes âgées, des travailleurs sociaux, et tous ceux qui, de près ou de loin, sont amenés à se coltiner la vieillesse. Il ressortait des discussions comme un leit-motiv, l'absence d'information et de réflexion sur le problème des vieux.

Alors que faire? Quelle analyse de la vieillesse? Quelle lutte, avec qui? sur quelles bases? Et la parole des vieux?

Cette première rencontre a permis à chacun de se rendre compte qu'il était nécessaire de créer un outil permettant de rassembler et diffuser les informations de regrouper les isolés (vieux, travailleurs sociaux, et bien d'autres.), élaborer une réflexion théorique, d'être un organe de lutte

Le 1er n° de Mathusalem propose une lecture globale de la vieillesse, à travers son rapport à la folie, à la sexualité et aux luttes collectives.

